



REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de GOUDELIN

Envoyé en préfecture le 27/05/2020

Reçu en préfecture le 27/05/2020

Affiché le

SLO

ID : 022-212200653-20200523-2020052323-DE

L'an deux mille vingt, le vingt-trois mai à onze heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absents : /

Secrétaire : Louis VINCENT

DELIBERATION N° 20200523 - 023

Date de convocation : 16 mai 2020

Objet : Délégations du conseil municipal au maire

Le maire donne lecture de l'article L.2122-22 du CGCT (Code Général des Collectivités Locales) lequel précise les différentes délégations que le conseil municipal peut donner au maire, pour des questions pratiques, pour la durée du mandat. Ces délégations permettent de simplifier la gestion des affaires de la commune.

Après en avoir délibéré et un vote à l'unanimité à main levée, les délégations suivantes sont données au maire par le conseil pour toute la durée du mandat, sachant qu'une fois la délégation donnée seul le maire est compétent pour statuer sur la matière sous peine d'illégalité (sauf en cas d'absence ou d'empêchement) :

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ; Le droit de préemption d'un bien situé en zone centre bourg soumis quant à lui, à l'avis du conseil municipal.

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal, dans la limite de 5 000 €.

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

27° De procéder, pour les opérations d'investissement dont le montant ne dépasse pas 5 000 €, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Laurent LE FAUCHEUR

